



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société NANCYPORT
d'évacuer les déchets d'hydroxyde d'aluminium immobilisés sur le port de Frouard
et de mettre en œuvre des mesures de prévention**

N° 2024-0187
AIOT : 0006200202

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 181-14, L. 511-1, L. 514-5 et R. 122-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1999-317 du 14 octobre 1999, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2016-0091 du 17 mai 2016, autorisant la société NANCYPORT à exploiter des installations de transit, de manutention et de stockage de produits divers sur le site portuaire de FROUARD (54390) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-0413 du 18 juin 2021 mettant en demeure la société NANCYPORT de porter à la connaissance de l'administration la modification de ses installations en se positionnant d'une part sur le caractère substantiel de la modification et d'autre part sur la nécessité de réaliser ou non une évaluation environnementale ;

Vu le courrier de la société NANCYPORT du 27 septembre 2021 transmis au préfet, auquel sont joints les résultats d'analyse des déchets d'hydroxyde d'aluminium montrant que ceux-ci sont dangereux, l'informant du dépôt d'une demande d'autorisation environnementale ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé AN/NW/321-2022 en date du 18 mars 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-0052 du 15 février 2024 portant levée de la décision de mise en demeure prise par l'arrêté n° 2021-0413 du 18 juin 2021 précité ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-0535 du 25 avril 2022 mettant en demeure la société NANCYPORT de déposer une demande d'autorisation environnementale afin de régulariser la situation administrative de son établissement de Frouard et de mettre en œuvre des mesures de prévention en attendant la régularisation ;

Vu le courrier de la société NANCYPORT du 07 mars 2024 transmis au préfet, auquel sont joints les éléments relatifs à la saisine du Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets et aux filières d'évacuation de déchets envisagées ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé BV/0775-2024 en date du 14 juin 2024 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 14 juin 2024, adressé à la société NANCYPORT par lettre recommandée avec accusé de réception, pour l'informer, conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur le rapport d'inspection susvisé, par courrier du 1^{er} juillet 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé BV/0775ter-2024 en date du 22 juillet 2024, annulant et remplaçant le rapport référencé BV/0775-2024 du 14 juin 2024 ;

Considérant que les éléments portés à la connaissance du Préfet par la société NANCYPORT par courrier du 27 septembre 2021 sont de nature à répondre à l'arrêté préfectoral n° 2021-0413 du 18 juin 2021 ;

Considérant que la société NANCYPORT a sollicité le Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets, en vue de l'évacuation de leur évacuation dans le cadre du règlement européen CE 1013/2006 du 14/06/2006 visant le transfert transfrontalier de déchets, pour saisine des autorités néerlandaises et belges, respectivement compétentes vis-à-vis du producteur et du transporteur des déchets d'hydroxyde d'aluminium litigieux immobilisés sur le port de Frouard,

Considérant que la société NANCYPORT a indiqué, par courrier du 07 mars 2024 chercher à régulariser la situation en procédant à l'évacuation et au traitement des déchets d'hydroxyde d'aluminium, solution qui nécessite du temps pour poursuivre la recherche de filières de traitement dûment autorisées et pour évacuer la quantité de déchets présente ;

Considérant qu'au regard des éléments produits par la société NANCYPORT il y a lieu de renouveler la mise en demeure prise par l'arrêté préfectoral n° 2022-0535 du 25 avril 2022, en octroyant un délai supplémentaire en vue de la régularisation de la situation administrative du site qui s'oriente vers l'évacuation des déchets dans une filière dûment autorisée à les recevoir ;

Considérant que la société NANCYPORT exploite sur le site portuaire de Frouard, une installation de transit de déchets d'hydroxyde d'aluminium relevant de la rubrique 3550 de la nomenclature des installations pour laquelle elle ne bénéficie pas d'un titre d'exploitation ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que, dans l'attente de la régularisation de la situation, il convient de prescrire les dispositions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société NANCYPORT, dont le siège est situé Port de Frouard à Frouard (54390), autorisée à exploiter à la même adresse des installations de transit, de manutention et de stockage de produits divers, est mise en demeure de régulariser la situation administrative de son établissement de Frouard pour le stockage temporaire de 2 097 tonnes de déchets dangereux :

- soit en déposant auprès de l'administration une demande d'autorisation environnementale, avec évaluation environnementale, **dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté ;**

et en suspendant tout transit de déchets ou produits autres que ceux actuellement autorisés, **dès la notification du présent arrêté ;**

- soit en procédant à l'évacuation des déchets dangereux dans une filière dûment habilitée à les recevoir, **dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

L'exploitant informe le Préfet sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté de la solution retenue en joignant tout élément permettant d'apprécier les démarches engagées (devis, bon de commande...).

Article 2 : Mesures de prévention

L'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté maintient les mesures nécessaires pour prévenir les dangers pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement liés au stockage temporaire de déchets d'hydroxyde d'aluminium (étanchéité des sols ; capacité de l'aire d'entreposage à recueillir les eaux et matières répandues ; couverture des déchets lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer leur dégradation rendant plus difficile leur valorisation ou leur élimination ou d'entraîner des substances polluantes par les eaux de pluie ; etc.), dès la notification du présent arrêté et les maintient jusqu'à la régularisation de la situation.

Article 3 : Mises en demeure antérieures : levée d'une mise en demeure – abrogation d'un arrêté de mise en demeure :

La mise en demeure suivante, prescrite à l'encontre de la société NANCYPORT à Frouard est levée :

- APMED n 2021-0413 du 18 juin 2021 mettant en demeure la société NANCYPORT de porter à la connaissance de l'administration la modification de ses installations en se positionnant d'une part sur le caractère substantiel de la modification et d'autre part sur la nécessité de réaliser ou non une évaluation environnementale ;

L'arrêté préfectoral de mise en demeure suivant, prescrit à l'encontre de la société NANCYPORT à Frouard est abrogé :

- APMED n 2022-0535 du 25 avril 2022 mettant en demeure la société NANCYPORT de déposer une demande d'autorisation environnementale afin de régulariser la situation administrative de son établissement de Frouard et de mettre en œuvre des mesures de prévention en attendant la régularisation

Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution et information

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société NANCYPORT

dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Frouard

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de deux mois en application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.

Nancy le **25 JUL. 2024**

Le Préfet,



Françoise SOULIMAN